

Les subsides

M. le Président: La présidence a statué. J'ai pris note des remarques du député du Yukon (M. Nielsen). Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de Regina-Est de proposer la motion inscrite au nom du député de Skeena (M. Fulton)?

M. Nielsen: Nous ne refuserons pas notre consentement.

Des voix: D'accord.

M. Simon de Jong (Regina-Est) propose:

Qu'une Commission royale d'enquête soit établie pour étudier le cycle du combustible nucléaire au Canada, y compris l'éventail des aspects économiques, sociaux, médicaux, écologiques et sécuritaires résultant de l'exploration, de l'extraction, de la production, du transport, de l'entreposage et de l'utilisation de l'uranium et de ses sous-produits.

—Monsieur le Président, mon parti, le Nouveau parti démocratique, présente aujourd'hui cette motion à l'occasion d'une journée réservée à l'opposition. Selon nous, il y a longtemps que les Canadiens auraient dû avoir l'occasion de passer en revue tous les aspects de l'industrie nucléaire canadienne, à partir de l'extraction et de l'enrichissement de l'uranium jusqu'à l'utilisation à la vente et l'exportation de l'uranium et de réacteurs nucléaires.

Nul doute que l'énergie nucléaire, fruit de découvertes importantes, voire historiques, d'Albert Einstein et d'autres grands savants, a ouvert de tout nouveaux horizons au monde, celui, entre autres, d'une nouvelle forme d'énergie qui était censée à l'origine apporter une solution miracle aux problèmes de l'humanité en lui procurant une source d'énergie inépuisable. Or, bien que nous n'ayons pas encore exploité toutes les possibilités de cette nouvelle source d'énergie, nous sommes plus que jamais conscients des dangers qu'elle présente. Les armes nucléaires risquent à tout moment de détruire le monde; de même, l'énergie nucléaire pourrait dévaster et détruire de vastes secteurs de notre environnement.

Pour vous donner une idée de l'ampleur du problème, monsieur le Président, la moitié de la durée de vie de particules d'uranium ou d'autres particules radioactives se mesure en milliers d'années. Une erreur et le mal est fait pour mille ans. Une superficie de centaines ou de milliers d'acres ou de milles peut être détruite pour des milliers d'années, soit plus longtemps que l'existence des pyramides.

C'est pourquoi les institutions qui utilisent cette source d'énergie aussi puissante, dont les effets peuvent se faire sentir pendant aussi longtemps, doivent avoir un sens aigu de leurs responsabilités sociales. Cette tâche incombe aux scientifiques, au gouvernement et à l'industrie, qui se sont, en fait, montrés plutôt irresponsables. Dans ma propre province, c'est mon parti, lorsqu'il était au pouvoir, qui a décidé d'exploiter les mines d'uranium du nord de la Saskatchewan. A cette époque-là, lors de congrès du parti et en public, je m'étais opposé à cette décision, entre autres parce que je craignais qu'un autre parti qui aurait succédé au mien au pouvoir n'eût pas pris toutes les mesures et les précautions qui s'imposaient pour protéger l'environnement de même que la santé des travailleurs, comme mon parti s'y était engagé.

● (1115)

Les événements des dernières semaines ont démontré l'irresponsabilité sociale du gouvernement conservateur de la Saskatchewan. Depuis qu'il a pris le pouvoir, il a sabré dans les mesures de surveillance nécessaires. Ainsi, dans le budget de mars 1982, il a réduit de 14 p. 100 les fonds affectés au programme

de santé et de sécurité au travail, et l'effectif, de 17 p. 100. De plus, il a amputé le budget du ministère de l'Environnement de 18 p. 100. Il a réduit le budget et le personnel du ministère de 11 et de 20 p. 100, respectivement. Il s'agit là du ministère qui est censé s'assurer que l'environnement du nord de la Saskatchewan n'est pas en danger.

Le budget de la division du contrôle de la pollution des mines, qui est censée surveiller les travaux dans les mines d'uranium, a été diminué de 39 p. 100, le personnel, de 42 p. 100. Voilà l'attitude d'un gouvernement qui tâche par tous les moyens de sabrer dans son déficit et d'empocher le plus tôt possible les recettes des mines d'uranium: il prend des risques et brûle les étapes. Comme résultat, la Saskatchewan a connu le pire «accident» écologique de son histoire—j'insiste sur le mot «accident»—soit le déversement de plus de 100 millions de litres d'eau radioactive dans l'environnement.

En toute honnêteté, pouvons-nous dire que le gouvernement fédéral ait traité la question de l'uranium avec pondération? Grâce au Canada qui lui a vendu le réacteur Candu, l'Inde a maintenant la bombe nucléaire. Le Canada a vendu la technologie du Candu au Pakistan, qui aura bientôt la première bombe musulmane. Comme nous aimerions vendre des réacteurs Candu à l'Argentine, à la Corée du Sud et à la Roumanie autant de grandes démocraties qui ont toujours assumé leurs responsabilités sociales de façon irréprochable!

J'accuse le gouvernement d'être tout à fait irresponsable, non seulement envers les Canadiens, mais aussi envers l'humanité tout entière, car il vend une technologie qui permettra à des gens qui ont toujours fait preuve d'irresponsabilité dans le secteur nucléaire de construire des engins et des bombes nucléaires. Ces gens-là ont toujours fait fi des principes démocratiques.

J'aimerais maintenant parler de l'aspect économique. L'industrie nucléaire est-elle rentable? Jusqu'ici, le Canada a accordé à l'industrie nucléaire des subventions de 4 milliards de dollars. C'est une forme d'énergie très coûteuse, car il faut la subventionner à 40 p. 100. Autrement dit, elle n'est pas rentable. Pendant des années, monsieur le Président, les Ontariens vont payer des milliards de dollars pour leurs centrales nucléaires, dont plusieurs ne servent à rien parce qu'elles sont hors de service. Monsieur le Président, on a exagéré dans la construction des usines d'eau lourde. Elles doivent maintenant être démolies, ce qui coûtera encore des centaines de millions de dollars.

● (1120)

De toute évidence, monsieur le Président, les grands planificateurs dans le domaine de l'énergie nucléaire ont fait des erreurs impardonnables pour lesquelles les Canadiens vont payer des centaines de millions de dollars au cours des prochaines années. Et pourtant, le gouvernement ne fait rien pour empêcher cet énorme gaspillage. Il ne peut se décider à intervenir, il hésite à admettre qu'il a fait erreur, qu'il devrait limiter ses pertes et chercher d'autres solutions. Du point de vue économique, ces dépenses publiques sont injustifiables.